



Archéologie et colonies dans les Territoires palestiniens occupés

SF 19 PA 74
Externe

A partir de 2017, dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de l'occupation par Israël des territoires palestiniens et du début des opérations de colonisation illégale, Amnesty International a mené une campagne pour combattre la colonisation, son développement et les violations des droits humains des Palestiniens en plusieurs étapes :

- en demandant aux Etats de mettre en place une législation afin d'interdire l'importation des produits issus des colonies de peuplement israéliennes illégales et par la même de ne pas reconnaître une situation illégale selon leurs obligations prévues par le droit international ;
- en demandant aux entreprises d'assumer leur responsabilité selon le droit international humanitaire et de respecter les droits humains dans les Territoires palestiniens occupés (TPO) ;
- en s'adressant tout particulièrement aux entreprises de tourisme numérique qui doivent cesser de proposer des hébergements, des activités et des attractions touristiques situées dans les colonies et prendre des mesures pour remédier aux violations auxquelles elles ont contribué. Amnesty International a publié en janvier 2019 un rapport intitulé « Destination : Occupation. Le tourisme numérique et les colonies de peuplement israéliennes illégales dans les Territoires palestiniens occupés ».

Ce rapport met en lumière l'importance de l'utilisation des sites archéologiques situés dans les TPO pour développer le tourisme dans les colonies et pour fournir un discours unique qui minimise ou passe sous silence l'importance des périodes non juives de ces sites archéologiques et historiques.

Le tourisme connaît une forte croissance

Israël pratique une politique de développement de l'industrie du tourisme dans et autour des colonies dans un environnement de fort développement de ce secteur en Israël. Cette croissance a rapporté des bénéfices financiers à Israël et à l'économie des colonies, parce que la plupart des visiteurs étrangers se rendent dans les Territoires palestiniens occupés, où ils visitent des sites touristiques de premier plan comme le Parc national de la Cité de David à Jérusalem-est.

Beaucoup de touristes étrangers et israéliens visitent des attractions qui sont situées dans des colonies de la zone C ; 45% des touristes vont à la Mer Morte qui se situe dans sa plus grande partie dans les Territoires palestiniens occupés.

Ce secteur bénéficie d'un soutien accru du gouvernement israélien qui alloue de considérables ressources financières au développement des activités et des infrastructures touristiques dans les colonies.

Les sites Internet et les cartes pour les visiteurs fournis par l'Autorité israélienne de la Nature et des Parcs et par le ministère du tourisme israélien ne montrent pas les limites de la Cisjordanie. Ceci laisse suggérer un essai délibéré de cacher aux touristes que ces endroits se trouvent dans les Territoires palestiniens occupés.

Israël se sert de l'affectation de certains lieux à usage touristique pour justifier l'accaparement de terres et de maisons palestiniennes, ce qui entraîne des expulsions forcées, des restrictions pour les habitants palestiniens qui ne peuvent installer ou agrandir des habitations ou des structures à usage professionnel, ou utiliser leurs terres pour un usage agricole.

L'archéologie sert à légitimation de la colonisation

La création de parcs naturels à Jérusalem-est englobant des zones entières palestiniennes justifie la saisie de terres et de maisons. Le gouvernement a considérablement limité la possibilité des habitants palestiniens de construire ou d'agrandir leurs maisons. Ils se retrouvent exposés à des risques de démolitions.

Des communautés palestiniennes vivant à côté de sites archéologiques gérés par les conseils régionaux de colons ont été expulsées et ont l'interdiction de se rendre sur leurs terres.

Le gouvernement israélien apporte son soutien aux groupes de colons qui veulent à tout prix établir les liens historiques du peuple juif avec la région.

De nombreuses colonies sont installées à proximité de sites archéologiques et renforcent ainsi le supposé lien entre l'Etat moderne d'Israël et l'histoire de ce peuple. Ceci fait partie d'une immense campagne pour normaliser et légitimer le contrôle grandissant des TPO.

Tout est fait pour cacher aux touristes que les lieux archéologiques qu'ils visitent se situent dans les TPO.

Le gouvernement minimise ou passe sous silence l'importance des périodes non juives sur les sites archéologiques et historiques. Cette réécriture de l'histoire a pour effet de minimiser les liens historiques du peuple palestinien avec la région.

Un cas d'école : Silwan/la Cité de David à Jérusalem-est

Silwan est situé en dehors des remparts de la Vieille Ville et des lieux saints. 33000 Palestiniens y vivent. Plusieurs centaines de colons s'y sont installés de puis les années 1980 dans des blocs de colonies sous haute surveillance. Cette colonisation a été la cause d'un très grand nombre de violations des droits humains dont des expulsions forcées et des déplacements de population.

L'extension des blocs de colonisation à Silwan accompagnée d'une présence grandissante des forces de sécurité israéliennes et des gardes de sécurité privés a mené à une montée des tensions. De nombreux incidents à Silwan surviennent régulièrement impliquant des enfants qui sont souvent accusés de jets de pierre sur des colons israéliens et du personnel de sécurité. Beaucoup d'enfants subissent arrestations et emprisonnements.

Le gouvernement israélien contribue à l'expansion des colonies à Silwan en apportant un soutien important et depuis de nombreuses années à Elad, organisation de colons fondée en 1986, qui finance les fouilles grâce à de généreuses contributions de juifs américains et d'organismes publics et privés israéliens.

La Cité de David

Depuis 1997, Elad ne se contente pas d'acquérir des habitations appartenant à des Palestiniens de Silwan, et d'y placer des colons juifs, elle dirige un important site

archéologique, le parc national de la Cité de David, que la municipalité de Jérusalem lui a confié et qui se situe pour une grande partie à Silwan. Le gouvernement l'a gratifié depuis de millions de dollars pour procéder à des fouilles et pour agrandir le site.

Le gouvernement israélien et Elad développent des plans ambitieux et controversés de construction d'un énorme complexe touristique et d'une station de téléphérique à Silwan dont le but est d'amener des millions de touristes dans la zone.

Le Parc National de la Cité de David est déjà l'une des attractions touristiques les plus visitées en Israël/TPO. En 2017 il a reçu 17,5% de tous les visiteurs étrangers (630000 personnes). Des centaines de milliers d'Israéliens la visite chaque année dont beaucoup de groupes scolaires, d'enfants et de soldats, aidant ainsi à l'ancrage de la présence des colons dans la zone.

Elad présente un récit historique déformé, exagérant les racines du peuple juif dans la zone en excluant celles des Palestiniens.

Sur son site Internet il est affirmé que c'est « le seul endroit sur terre où le seul guide touristique nécessaire est la Bible elle-même. » La page d'accueil est titrée « Bienvenue à l'endroit où tout a commencé. »

Ce site est très fouillé ; en 2005, l'archéologue israélienne Eilat Mazar a annoncé y avoir découvert les murs du « Palais du roi David ».

Sur le site web Travel Israël à la page Jérusalem, on peut lire « le but est de renforcer une connexion juive avec Jérusalem. »

L'extension du Parc Naturel de la Cité de David

Le Jardin du Roi :

En ce moment Elad a le projet d'établir plus de colons israéliens dans Silwan et d'expulser plus de Palestiniens. Le projet est de transformer le site archéologique en un grand complexe résidentiel pour colons israéliens. Elad, avec le soutien gouvernemental, a aussi rendu public des projets pour agrandir une zone touristique afin de créer « le jardin du roi ». Il s'en suivrait la démolition de 88 maisons et l'expulsion de 1500 personnes sur al-Bustan, un quartier de Silwan.

En 2005 la Municipalité de Jérusalem a signalé à la communauté palestinienne que toutes les maisons d'al-Bustan avaient été construites illégalement. Ceci a donc signifié pour eux qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de construire ou d'agrandir sans avoir de permis. Les démolitions n'ont pas encore commencé mais des amendes exorbitantes sont infligées chaque mois aux résidents. Elles représentent une partie importante de leurs revenus.

Cette expansion de la Cité de David représente une menace pour les droits humains des habitants palestiniens. 7500 risquent d'être expulsés de force. Ils sont sous le coup de ces amendes et dans la crainte constante de démolitions.

Tout ceci constitue une violation du droit à un logement décent. Israël a l'obligation, en tant que puissance occupante, de respecter le droit au logement et à vivre décentement.

Kerem Compound :

Elad, l'Autorité des Antiquités israéliennes, les Autorités du parc naturel et la ville de Jérusalem veulent construire un gigantesque complexe pour protéger l'ensemble des sites accompagné d'un funiculaire reliant Jérusalem Ouest et Est.

La route des Pèlerins :

Elad a décidé contre les avis des archéologues que ce tunnel est le chemin emprunté par les pèlerins qui se rendaient au Temple. Mais le tunnel passe sous la route principale de Silwan

et sous les maisons qu'il fragilise. Le tunnel a cependant été inauguré cette année par l'ambassadeur américain et est visité par des députés français.

La Source de Gihon

Elle appartient aux trois religions mais a été cependant intégrée à la Cité de David en violation de la protection des lieux saints.

Le gouvernement israélien et Elad utilisent l'archéologie et le tourisme pour cacher l'expulsion des habitants palestiniens de Silwan et l'installation de colons. De fait les touristes apportent leur soutien à l'expulsion des Palestiniens.

Les Palestiniens de Silwan ne peuvent y entrer que de façon très limitée et en payant alors que des zones faisant partie de leur vie culturelle et sociale ont été incluses à cette Cité de David.

Exploitation touristique du site :

Les entreprises numériques du tourisme font la promotion du site, en tirent des bénéfices, participent aux violations des droits humains des habitants palestiniens et contribuent à l'expansion économique du Parc Naturel de la Cité de David.

Les positions des archéologues israéliens, palestiniens et internationaux :

Les archéologues israéliens ne sont pas d'accord avec la datation des restes archéologiques et leur identification avec le palais du roi David. Beaucoup pensent qu'ils ne datent pas de la période du roi David (10^{ème}-6^{ème} siècle avant notre ère) ni de la construction du 2^{ème} temple (1^{er} siècle après notre ère.)

Cependant tous les guides et fascicules présents sur le site présentent ces deux périodes comme celles du peuple juif laissant de côté l'histoire de Jérusalem, des autres cultures, des autres religions et des autres restes archéologiques.

Seuls les archéologues israéliens fouillent et beaucoup d'entre eux, quand ils ne sont pas liés idéologiquement aux colons, ne veulent pas se fâcher avec des organismes qui financent les travaux. Les archéologues palestiniens n'ont pas accès aux sites, sauf à demander les autorisations au Service israélien des Antiquités, ce qui serait reconnaître la souveraineté de l'Etat hébreu sur une partie de la ville revendiquée par les Palestiniens. Le statut international de territoire occupé de Jérusalem Est écarte également les équipes internationales.

Des critiques se sont élevées :

Un rapport des chefs de mission de l'Union Européenne à Jérusalem de 2017 souligne comment Israël utilise les sites archéologiques et touristiques comme la cité de David « comme un outil politique pour modifier le discours historique et pour soutenir, légitimer et étendre les colonies. »

Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a prévenu que de tels développements avaient créé « les bases de l'expansion des colonies de peuplement dans les quartiers palestiniens. L'exploitation de tels sites restreint la liberté de mouvement et de déplacement des Palestiniens et les empêche de bénéficier de la vie et de l'héritage culturels à égalité. »

Conclusion

Les sites archéologiques situés dans les colonies ou en zone C dans les TPO dont Jérusalem Est sont visités par beaucoup d'étrangers et d'Israéliens. Ils sont très souvent gérés par des colons israéliens. Ceci contribue à y consolider l'installation des colonies et des colons. Les musées et autres présentations historiques et archéologiques des fouilles présentent une histoire déformée insistant sur les racines du peuple juif et oubliant celle des Palestiniens.

Les sites archéologiques, transformés en sites touristiques pour étrangers et Israéliens menacent ou violent les droits humains des Palestiniens.

Le gouvernement israélien et les colons se servent de l'archéologie et du tourisme qui y est lié pour renforcer leur contrôle sur les TPO .

Les demandes d'Amnesty International aux archéologues français :

- prendre conscience de l'importance de l'utilisation de l'archéologie dans les TPO dans le maintien et le développement des colonies israéliennes illégales.
- saisir toutes les opportunités que leur travail de chercheurs, de spécialistes, de professeurs leur offre pour s'exprimer sur ce sujet en utilisant les moyens qu'ils jugeront appropriés. Ils ne participeront ainsi pas au discours unique des colons et du gouvernement israélien qui minimise ou passe sous silence l'importance des périodes non juives sur les sites archéologiques et touristiques situés dans les TPO.
- Ne pas participer au maintien des violations des droits humains des Palestiniens des TPO, engendrées par la colonisation illégale et soutenue fortement par l'exploitation des sites archéologiques.
- Permettre à Amnesty International par leurs engagements de renforcer ses demandes auprès des entreprises de tourisme pour qu'elles remplissent leurs obligations selon le droit international humanitaire.

Références et sources

- Rapport Amnesty International « Destination : Occupation. Digital tourism and Israel's illegal settlements in the occupied territories.2019 MDE 15/9490/2019.
- Résumé en français : « Destination : occupation. Le tourisme numérique et les colonies de peuplement israéliennes illégales dans les Territoires palestiniens occupés. »
- Article Amnesty International : L'irresponsabilité de TripAdvisor. 9 août 2019.
- Site Emek Shaveh : alt-arch.org/en
- Article de Gwenaëlle Lenoir publié sur le site du CCFD-Terre solidaire ,15 décembre 2017 : « A Jérusalem, une association d'archéologues israéliens dénonce l'utilisation politique des fouilles. »